

Société de Commissaires aux Comptes

FORT ET ASSOCIES

32 Rue de la République – 62000 ARRAS

Société par Actions Simplifiée
de Commissaire aux Comptes
Membre de la Compagnie Régionale de Douai

ASSOCIATION DIOCESAINE SOISSONS

**19 Rue des Déportés et Fusillés
02200 SOISSONS**

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

EXERCICE CLOS AU 31 DECEMBRE 2024

FORT Pierre-Emmanuel

Expert Comptable Diplômé
Commissaire aux comptes inscrit
I.E.S.E.G.

D.E.S.S. de Gestion Comptable et Financière – PARIS II
Maîtrise es-sciences économiques – PARIS II

FORT François-Xavier

Expert Comptable Diplômé
Commissaire aux comptes inscrit

D.U. Droit de l'Entreprise – PARIS II

ASSOCIATION DIOCESAINE DE SOISSONS
19 Rue des Déportés et Fusillés
B.P. 166
02204 SOISSONS CEDEX

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024

Monseigneur,
Pères,
Mesdames et Messieurs les administrateurs,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre conseil d'administration, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association Diocésaine de Soissons relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de votre association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Ainsi, nous portons à votre connaissance la note de l'annexe des présents comptes annuels sur les « Règles et Méthodes Comptables » précisant notamment :

- Le traitement comptable des legs et successions ;
- La prise en compte dans les présents comptes annuels des contributions volontaires en nature
- Le traitement comptable des immobilisations et des amortissements ;
- Et, le traitement comptable des contrats de capitalisation .

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre association, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables précisées ci-dessus et des informations fournies dans les notes de l'annexe et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

Sur la base des éléments disponibles à ce jour, nous avons procédé à l'appréciation des approches retenues par l'association décrites dans l'annexe et mis en œuvre des tests pour vérifier par sondage l'application de ces méthodes concernant :

- L'évaluation des engagements hors bilan notamment ceux liés aux prêtres aînés
- Le traitement comptable des opérations juridiques de l'exercice et notamment celles liées aux actes d'apport ;
- L'évaluation des fonds dédiés,
- Le traitement des immobilisations et des amortissements conformément à la législation en vigueur,
- Le traitement comptable des contrats de capitalisation
- Et, le respect de la doctrine comptable pour la comptabilisation des legs.

De plus, en complément des diligences mises en œuvre pour nous assurer, par sondage, du respect des procédures recommandées par l'Association Diocésaine de Soissons dans les paroisses, nous nous sommes assurés de la qualité des documents comptables communiqués par les paroisses et des contrôles mis en œuvre par les services internes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux administrateurs

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Outre la mention communiquée dans notre paragraphe d'observation, nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion établi par votre Président et votre trésorier en collaboration avec votre Econome Diocésain et dans les autres documents adressés aux administrateurs sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Evêque en collaboration avec votre trésorier et votre économiste diocésain.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

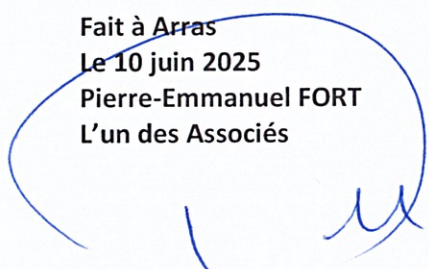
Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Arras
Le 10 juin 2025
Pierre-Emmanuel FORT
L'un des Associés



SAS FORT ET ASSOCIES
Commissaire aux Comptes
Membre de la Compagnie
Régionale de DOUAI.

BILAN ACTIF

ACTIF		Exercice N 31/12/2024 12			Exercice N-1 31/12/2023 12	Ecart N / N-1	
		Brut	Amortissements et Provisions	Net	Net	Euros	%
ACTIF IMMOBILISE	Immobilisations incorporelles						
	Frais d'établissement						
	Frais de recherche et de développement						
	Donations temporaires d'usufruit						
	Concessions, brevets, licences, marques...	66 900	55 166	11 734	25 330	13 597	53.68
	Immobilisations incorporelles en cours						
	Avances et acomptes						
	Immobilisations corporelles						
	Terrains	207 373		207 373	207 373		
	Constructions	21 858 960	15 531 840	6 327 120	6 160 865	166 255	2.70
	Installations techniques Matériel et outillage	2 239 574	1 467 144	772 430	790 519	18 088	2.29
	Immobilisations corporelles en cours	1 331 378		1 331 378	1 150 072	181 306	15.76
	Avances et acomptes	4 000		4 000		4 000	
	<i>Biens reçus par legs/dons destinés à être cédés</i>	56 454		56 454	456 454	400 000	87.63
ACTIF CIRCULANT	Immobilisations financières (1)						
	Participations et Créances rattachées	100 152		100 152	152	100 000	NS
	Autres titres immobilisés	100 000		100 000		100 000	
	Prêts	87 893		87 893	95 916	8 023	8.36
	Autres	2 171		2 171	2 171		
	Total I	26 054 856	17 054 150	9 000 706	8 888 853	111 853	1.26
	Stocks et en cours	4 459		4 459	4 933	474	
	Créances (2)						
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	104 570		104 570	108 365	3 794	3.50
	Créances reçues par legs ou donations	15 187		15 187	374 967	359 781	95.95
	Autres	97 082	1 654	95 428	133 761	38 334	28.66
	Valeurs mobilières de placement	16 088 723	378 622	15 710 101	15 067 548	642 553	4.26
	Instruments de trésorerie						
	Disponibilités	1 405 119		1 405 119	2 032 660	627 541	30.87
	Charges constatées d'avance (2)	119 946		119 946	86 473	33 473	38.71
	Total II	17 835 087	380 276	17 454 811	17 808 708	353 897	1.99
Comptes de Régularisation	Frais d'émission des emprunts (III)						
	Primes de remboursement des emprunts (IV)						
	Ecart de conversion actif (V)						
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V+VI)		43 889 943	17 434 426	26 455 517	26 697 561	242 044	0.91

(1) Dont à moins d'un an
(2) Dont à plus d'un an

12 556

BILAN PASSIF

PASSIF		Exercice N 31/12/2024	Exercice N-1 31/12/2023	Ecart N / N-1	
		12	12	Euros	%
FONDS PROPRES	Fonds propres				
	Fonds propres sans droit de reprise :				
	Fonds propres statutaires				
	Fonds propres complémentaires	3 884 424	3 869 424	15 000	0.39
	Fonds propres avec droit de reprise :				
	Fonds statutaires				
	Fonds propres complémentaires	696 000	696 000		
	Ecarts de réévaluation				
	Réserves :				
	Réserves statutaires ou contractuelles	7 713 970	7 603 177	110 793	1.46
	Réserves pour projet de l'entité	84 461	105 053	20 592	19.60
	Autres				
	Report à nouveau	10 035 528	9 707 993	327 535	3.37
	Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)	453 746	453 328	417	0.09
	Situation nette (sous total)	22 868 129	22 434 976	433 154	1.93
	Fonds propres consommables				
	Subventions d'investissement	4 648	5 422	774	14.27
	Provisions réglementées				
	Total I	22 872 778	22 440 398	432 380	1.93
FONDS DÉDIÉS	Fonds reportés liés aux legs ou donations	68 004	456 454	388 450	85.10
	Fonds dédiés	248 568	254 615	6 047	2.37
	Total II	316 572	711 069	394 497	55.48
PROVISIONS	Provisions pour risques	565 919	493 697	72 222	14.63
	Provisions pour charges	555 977	590 132	34 155	5.79
	Total III	1 121 896	1 083 829	38 067	3.51
DETTES (1)	Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)				
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)	1 005 167	1 307 901	302 734	23.15
	Emprunts et dettes financières diverses	609 066	642 548	33 482	5.21
	Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	285 755	274 338	11 417	4.16
	Dettes des legs ou donations				
	Dettes fiscales et sociales	130 847	143 454	12 607	8.79
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	1 885	1 068	816	76.42
	Autres dettes	39 078	82 925	43 848	52.88
	Instruments de trésorerie				
	Produits constatés d'avance	72 473	10 031	62 442	622.47
	Total IV	2 144 271	2 462 265	317 994	12.91
	Ecarts de conversion passif (V)				
	TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	26 455 517	26 697 561	242 044	0.91

(1) Plus de 12 mois

1 066 595

1 399 381

(2) Moins de 12 mois

1 077 676

1 072 891

(3) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N	Exercice N-1	Ecart N / N-1	
	31/12/2024 12	31/12/2023 12	Euros	%
Produits d'exploitation (1)				
Cotisations				
Ventes de biens et services				
Ventes de biens				
Ventes de dons en nature				
Ventes de prestations de service	904 525	913 397	8 872	0.97
Parrainages				
Produits de tiers financeurs				
Concours publics et subventions d'exploitation		8 314	8 314	100.00
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable				
Ressources liées à la générosité du public	88 094	100 131	12 037	12.02
Dons manuels	2 587 917	2 713 558	125 641	4.63
Mécénats		520	520	100.00
Legs, donations et assurances-vie	578 467	135 459	443 008	327.04
Contributions financières				
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	164 936	130 328	34 608	26.55
Utilisations des fonds dédiés	14 477	16 243	1 766	10.87
Autres produits	784 528	784 581	53	0.01
Total I	5 122 944	4 802 531	320 413	6.67
Charges d'exploitation (2)				
Achats de marchandises	554 913	612 631	57 717	9.42
Variation de stock	474	824	351	42.55
Autres achats et charges externes	1 862 107	1 754 335	107 772	6.14
Aides financières	128 054	196 210	68 156	34.74
Impôts, taxes et versements assimilés	250 106	227 172	22 934	10.10
Salaires et traitements	1 210 475	1 197 128	13 347	1.11
Charges sociales	643 174	595 115	48 059	8.08
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	796 541	780 410	16 131	2.07
Dotations aux provisions	260	3 500	3 240	92.57
Reports en fonds dédiés	8 430	24 818	16 388	66.03
Autres charges	6 137	6 689	552	8.26
Total II	5 460 671	5 398 831	61 841	1.15
I - Résultat d'exploitation (I-II)	337 727	596 300	258 573	43.36

(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs

(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N	Exercice N-1	Ecart N / N-1	
	31/12/2024 12	31/12/2023 12	Euros	%
Produits financiers				
De participation				
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	837 336	255 154	582 182	228.17
Autres intérêts et produits assimilés	249 938	230 412	19 526	8.47
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge		34 563	34 563	100.00
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total III	1 087 274	520 129	567 145	109.04
Charges financières				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	138 214	42 072	96 142	228.52
Intérêts et charges assimilées	15 767	17 148	1 381	8.05
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		500	500	100.00
Total IV	153 981	59 720	94 261	157.84
2. Résultat financier (III-IV)	933 293	460 410	472 883	102.71
3. Résultat courant avant impôts (I-II+III-IV)	595 566	135 890	731 456	538.27
Produits exceptionnels				
Sur opérations de gestion	83 697	1 294 330	1 210 633	93.53
Sur opérations en capital	5 676	52 985	47 310	89.29
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	104 000		104 000	
Total V	193 373	1 347 316	1 153 943	85.65
Charges exceptionnelles				
Sur opérations de gestion	31 766	33 670	1 905	5.66
Sur opérations en capital	109 637	17 776	91 861	516.77
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	176 222	682 730	506 508	74.19
Total VI	317 625	734 176	416 551	56.74
4. Résultat exceptionnel (V-VI)	124 252	613 140	737 392	120.26
Participation des salariés aux résultats (VII)				
Impôts sur les bénéfices (VIII)	17 568	23 921	6 353	26.56
Total des produits (I+III+V)	6 403 591	6 669 976	266 385	3.99
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)	5 949 845	6 216 647	266 802	4.29
5. EXCEDENT OU DEFICIT	453 746	453 328	417	0.09

ANNEXE**SOMMAIRE**

page

- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU BILAN

Etat des immobilisations	18
Etat des amortissements	19
Tableau de variation des fonds propres	20
Tableau de variation des fonds dédiés	21
Etat des provisions	22
Etat des échéances des créances et des dettes	22
Composition du capital social	23
Evaluation des immobilisations corporelles	23
Dépréciation des créances	23
Evaluation des valeurs mobilières de placement	23
Produits à recevoir	23
Charges à payer	24
Charges et produits constatés d'avance	24

- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU COMPTE DE RESULTAT

Ventilation de l'effectif moyen	24
Valorisation des contributions volontaires	24
Honoraires des commissaires aux comptes	25

- ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS

Dettes garanties par des sûretés réelles	25
Montant des engagements financiers	25
Informations en matière de crédit bail	26
Engagement en matière de pensions et retraites	26
Liste des filiales et participations	27

- INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

Transferts de charges	27
-----------------------	----

ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice, dont le total est de 26 455 516.69 Euros et au compte de résultat de l'exercice présenté sous forme de liste, dont les produits d'exploitation sont de 5 122 944.04 Euros et dégageant un excédent de 453 745.67 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, couvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les notes et les tableaux présentés ci-après, font partie intégrante des comptes annuels.

1 INFORMATIONS GENERALES ET FAITS SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE

Le bilan, le compte de résultat et l'annexe qui forment un tout indissociable sont établis à la clôture de l'exercice au vu des enregistrements comptables et de l'inventaire.

L'annexe complète et commente l'information donnée par le bilan et le compte de résultat.

L'annexe comporte toutes informations d'importance significative destinées à compléter et à commenter celles données par le bilan et par le compte de résultat.

Une inscription dans l'annexe ne peut pas se substituer à une inscription dans le bilan et le compte de résultat.

1.1 Présentation de l'association

L'Association Diocésaine de Soissons a été créée le 30 mai 1924, déclarée à la sous-préfecture de Soissons suivant récépissé en date du 5 mars 1925 et publiée au "journal officiel" du 14 mars 1925.

L'Association a pour but de subvenir aux frais et à l'entretien du culte catholique sous l'autorité de l'Evêque, en communion avec le Saint-Siège, et conformément avec les lois canoniques.

L'Association se propose en particulier les objets suivants :

- L'acquisition, la location ou l'administration des édifices qu'elle juge opportun d'avoir à sa disposition ;
- L'acquisition, la location et l'administration des immeubles destinés au logement de l'Evêque, des bureaux de l'Evêque, des curés et des vicaires, ainsi que des prêtres aînés ou infirmes ;
- Pourvoir au traitement d'activité et, éventuellement, de retraite des ecclésiastiques occupés au ministère par nomination de l'autorité compétente, ainsi qu'aux honoraires dus aux prédicateurs et aux salaires des employés d'Eglise.

Les ressources de l'association sont :

- 1) Les cotisations de ses membres,
- 2) les produits des troncains ainsi que les quêtes et collectes autorisées par l'Evêque pour les besoins de l'association,
- 3) les revenus des fondations pour cérémonies et services religieux,
- 4) dans les églises dont l'association a la propriété, l'administration ou la jouissance, les rétributions ou offrandes, notamment à l'occasion des cérémonies et services religieux,
- 5) les revenus de ses biens meubles et immeubles,
- 6) les produits des dons et legs et généralement toutes les ressources qui ne sont pas interdits par la loi.

Enfin, la plupart des lieux de Culte font l'objet d'une affectation perpétuelle à l'Evêque ou aux Curés pour l'exercice du Culte. L'Association Diocésaine de Soissons disposant d'une comptabilité autonome et d'au moins un compte de trésorerie placé sous l'autorité d'un responsable.

L'association Diocésaine est constituée de :

- la Curie, intégrant 13 services diocésains sans comptabilité autonome, ni compte de trésorerie,
- 3 services diocésains autonomes
- 41 paroisses, 3 zones pastorales (sur les 6 existantes), 1 secteur inter paroissial.

ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

Pour la présentation des comptes additionnés, les opérations réciproques entre les entités, supérieures isolément à 750 €, sont éliminées dans les comptes de bilan et de résultat pour obtenir les comptes annuels désignés sous l'appellation "Association Diocésaine de Soissons (Toutes entités)".

2 INFORMATIONS AU TITRE DES PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES**2.1 Règles et méthodes comptables**

Les comptes annuels ont été établis conformément aux dispositions du Code de commerce, du plan comptable général et du règlement ANC n° 2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes de droit privé à but non lucratif.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation;
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- indépendance des exercices.

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

L'exercice comptable a une durée de 12 mois, couvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques. Par dérogation à cette règle, les immeubles existants au premier janvier 1976 ont été comptabilisés pour leur valeur d'assurance à cette date et amortis pour le même montant sur une durée de 10 ans. La valeur nette comptable de ces immeubles est donc égale à 0 à la clôture de l'exercice, sauf en cas de travaux réalisés postérieurement et non entièrement amortis.

Legs et successions :

Les biens reçus par donations entre vifs sont comptabilisés à la date de signature de l'acte authentique de donation. Si l'acte prévoit des transferts de propriété étalés dans le temps, les biens concernés sont comptabilisés à la date de chaque transfert de propriété.

Les biens et dettes reçus par legs sont comptabilisés à la date de l'acceptation du legs par l'organe habilité de l'entité ou à la date d'entrée en jouissance si celle-ci est postérieure, en l'absence de condition suspensive. En présence de conditions suspensives, la comptabilisation est différée jusqu'à la réalisation de la dernière de celle-ci. S'il s'agit d'un legs universel, sans héritiers réservataires, la date de comptabilisation sera en général la date d'acceptation du legs par organe habilité de l'entité. Pour les autres formes de legs (legs à titre universel ou legs particulier), la date retenue sera la date de demande de délivrance en justice ou la délivrance volontaire.

Les biens reçus ayant la nature de contrat d'assurance-vie sont comptabilisés à la date de réception des fonds.

A la date d'acception, les biens provenant de legs ou donations sont comptabilisés :

- dans le compte "créances reçues par legs ou donations pour les espèces, les actifs bancaires, les actifs financiers cotés ou les parts ou actions d'OPCVM assimilés jusqu'à la date de réception des fonds ou de transfert de titres ;
- dans les comptes d'actif par nature pour les biens destinés à être conservés en vertu d'une décision de l'organe habilité à prendre la décision ;
- dans le compte "Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés" pour les biens qui sont destinés à être cédés.

ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

Dès lors que la décision de vendre ou conserver le bien n'est pas prise, le bien est classé parmi les biens qui sont destinés à être vendus.

A la date d'acceptation, les passifs provenant des legs ou donations sont constitués ;

- des dettes grevant les biens transférés au bénéficiaire de la donation ;
- de toutes les obligations résultant des stipulations du testateur ou du donateur que l'entité s'engage à assumer en conséquence de l'acceptation du legs ou de la donation.

Les dettes sont comptabilisées dans le compte Dettes des legs ou donations".

La contrepartie de la comptabilisation des biens, des dettes et des provisions provenant de legs ou donations est :

- en fonds propres sans droit de reprise lorsqu'il existe une stipulation de testateur ou du donateur de renforcer les fonds propres de l'entité ; en produits dans le cas contraire.

Lors de la réception des fonds ou du transfert des titres, les legs ou donations portant sur des espèces, des actifs bancaires, des actifs financiers cotés ou des parts ou actions d'OPCVM et assimilés sont comptabilisés dans un compte d'actif selon la nature des biens.

Les biens provenant de legs ou de donations et destinés à être cédés ne sont pas amortis.

En cas de perte de valeur, la valeur nette comptable de l'actif immobilisé est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation.

La partie des ressources constatées en produits d'exploitation au cours de l'exercice, qui n'est pas encore encaissée à la clôture de l'exercice, est comptabilisée dans une rubrique du passif dénommée "Fonds reportés liés aux legs ou donations" avec pour contrepartie une charge comptabilisée dans le compte Reports en fonds reportés".

Ne sont pas concernés, les ressources dont la contrepartie est un bien reçu par legs ou donation déjà comptabilisée en immobilisation par nature à la date d'acceptation.

A partir de la date d'acceptation et jusqu'à la date de cession, les revenus et les charges afférents aux biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés, sont inscrits au compte de résultat soit selon leur nature lorsque celle-ci est identifiable, soit à défaut dans les comptes "Autres charges sur legs ou donations" et "Autres produits sur legs ou donations".

Provision pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges sont déterminées en application du règlement CRC 00-06. De ce fait, seuls les risques identifiés et rendus probables par un événement en cours à la clôture sont provisionnés.

Concernant les événements postérieurs à la date de clôture de l'exercice, il sera fait application de l'avis CNC 2018/08.

Subventions d'investissements

Conformément au règlement ANC n° 2018-06, l'association a opté pour inscrire les subventions d'investissement affectées à un projet défini en fonds propres. Ces fonds sont repris au compte de résultat de façon échelonnée, au rythme des amortissements des biens subventionnés.

Fonds dédiés

Les fonds dédiés sont des rubriques du passif qui enregistrent, à la clôture de l'exercice, la partie des ressources affectées par le tiers financier à des projets définis, qui n'a pas pu être utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard.

Les ressources reçues peuvent financer un projet défini ayant soit la nature de charges d'exploitation, soit la nature d'un investissement. Lorsqu'il s'agit d'une immobilisation amortissable, l'association a opté pour ne pas utiliser la possibilité de rapporter en produits les

ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

fonds dédiés sur la même durée que celle retenue pour l'amortissement de l'immobilisation. En d'autres termes, pour une immobilisation amortissable, l'entité continue de passer la reprise du Fonds dédié en une fois lors de l'acquisition du bien, et non au fil de l'amortissement du bien.

Contribution volontaire en nature

Selon les dispositions de l'article 211-2 du nouveau règlement 2018-06, les contributions volontaires en nature sont valorisées et comptabilisées si les deux conditions suivantes sont remplies :

- la nature et l'importance des contributions volontaires en nature sont des éléments essentiels dans la compréhension de l'activité de l'entité,
- l'entité est en mesure de recenser et valoriser les contributions volontaires en nature.

Au cas particulier, l'entité considère que les missions bénévoles réalisées en Eglise résultent du statut de baptisés qu'elles ne font que traduire en acte.

En conséquence, le recensement et la valorisation de ces missions bénévoles dans les comptes ne sont pas compatibles avec ce statut.

Une information limitée aux diacres et laïcs en mission ecclésiales oeuvrant dans les missions de support régulière pour la Curie est renseignée dans l'annexe des comptes annuels.

Valeurs mobilières de placement

Les intérêts courus sur les contrats de capitalisation et les bons de caisse sont considérés comme acquis à l'échéance du contrat ou au jour du rachat total ou partiel. En conséquence, ces derniers n'ont pas été comptabilisés dans les présents comptes annuels et leur montant est indiqué dans l'Annexe au chapitre "Evaluation des valeurs mobilières de placement".

2.2 Changement de méthode

NEANT

ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU BILAN -**Etat des immobilisations**

	Valeur brute début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluations	Acquisitions
Autres postes d'immobilisations incorporelles	76 958		
Terrains	207 373		
Constructions sur sol propre	21 057 590		149 677
Installations techniques, Matériel et outillage industriel	27 000		
Installations générales agencements aménagements divers	911 409		21 546
Matériel de transport	184 380		6 250
Matériel de bureau et informatique, Mobilier	1 041 745		100 514
Emballages récupérables et divers	456 454		
Immobilisations corporelles en cours	1 150 072		839 315
Avances et acomptes			4 000
TOTAL	25 036 022		1 121 302
Autres participations	152		100 000
Autres titres immobilisés			100 000
Prêts, autres immobilisations financières	98 087		9 522
TOTAL	98 240		209 522
TOTAL GENERAL	25 211 220		1 330 824

	Diminutions		Valeur brute en fin d'exercice	Réévaluation Valeur d'origine fin exercice
	Poste à Poste	Cessions		
Autres immobilisations incorporelles		10 058	66 900	66 900
Terrains			207 373	207 373
Constructions sur sol propre	652 868	1 175	21 858 960	21 858 960
Installations techniques, Matériel et outillage industriel		4 090	22 910	22 910
Installations générales agencements aménagements divers		15 509	917 446	917 446
Matériel de transport		2	190 628	190 628
Matériel de bureau et informatique, Mobilier	961	34 629	1 108 591	1 108 591
Emballages récupérables et divers		400 000	56 454	56 454
Immobilisations corporelles en cours	653 829	4 180	1 331 378	1 331 378
Avances et acomptes			4 000	4 000
TOTAL		459 585	25 697 740	25 697 740
Autres participations			100 152	100 152
Autres titres immobilisés			100 000	100 000
Prêts, autres immobilisations financières		17 545	90 065	90 065
TOTAL		17 545	290 217	290 217
TOTAL GENERAL		487 188	26 054 856	26 054 856

ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

Etat des amortissements

Situations et mouvements de l'exercice		Montant début d'exercice	Dotations de l'exercice	Diminutions Reprises	Montant fin d'exercice
Autres immobilisations incorporelles	TOTAL	51 628	13 597	10 058	55 166
Constructions sur sol propre		14 896 725	636 290	1 174	15 531 840
Installations techniques, Matériel et outillage industriel		18 092	3 485	4 090	17 487
Installations générales agencements aménagements divers		412 127	45 891	15 507	442 511
Matériel de transport		119 403	23 574	2	142 975
Matériel de bureau et informatique, Mobilier		824 392	73 703	33 924	864 171
	TOTAL	16 270 739	782 943	54 698	16 998 984
	TOTAL GENERAL	16 322 367	796 540	64 757	17 054 150
Ventilation des dotations de l'exercice		Amortissements linéaires	Amortissements dégressifs	Amortissements exceptionnels	Amortissements dérogatoires
					Dotations Reprises
Autres immob.incorporelles	TOTAL	13 597			
Constructions sur sol propre		636 290			
Instal.techniques matériel outillage indus.		3 485			
Instal.générales agenc.aménag.divers		45 891			
Matériel de transport		23 574			
Matériel de bureau informatique mobilier		73 703			
	TOTAL	782 943			
	TOTAL GENERAL	796 540			

ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

Tableau de variation des fonds propres

ANC 2018-06 : Art. 431-5

VARIATION DES FONDS PROPRES	A l'ouverture	Affectation du résultats	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise	3 869 424				3 884 424
Fonds propres avec droit de reprise	696 000				696 000
Réserves	7 708 230			20 592	7 798 431
Report à nouveau	9 707 993	327 535			10 035 528
Excédent ou déficit de l'exercice	453 328	453 328-	453 328		453 746
Situation nette	22 434 976		453 746	20 592	22 868 129
Subventions d'investissement	5 422			774	4 648
TOTAL I	22 440 398	125 793-	453 328	21 366	22 872 778

ANNEXE

Tableau de variation des fonds dédiés

ANC 2018-06 : Art. 431-6

Une information relative aux fonds dédiés est donnée dans l'annexe par projet ou catégorie de projet selon les rubriques figurant dans le tableau ci-après :

VARIATION DES FONDS DEDIES	A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	REPORTS	UTILISATIONS		TRANSFERTS	A LA CLOTURE DE L'EXERCICE	
			Montant global	Dont remboursements		Montant global	Dont fonds dédiés *
Subventions d'exploitation	254 615		8 430	14 477		248 568	248 568
Chantiers diocésains	183 702		8 430	14 477		177 655	177 655
Legs + donations	70 913					70 913	70 913
TOTAL	254 615		8 430	14 477		248 568	248 568

* correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices

ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

Etat des provisions

Provisions pour risques et charges	Montant début d'exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Montants utilisés	Diminutions Montants non utilisés	Montant fin d'exercice
Litiges	372 000				372 000
Autres provisions pour risques et charges	711 829	176 222	138 155		749 896
TOTAL	1 083 829	176 222	138 155		1 121 896

Provisions pour dépréciation	Montant début d'exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Montants utilisés	Diminutions Montants non utilisés	Montant fin d'exercice
Autres provisions pour dépréciation	241 802	138 474			380 276
TOTAL	241 802	138 474			380 276
TOTAL GENERAL	1 325 631	314 696	138 155		1 502 173

Dont dotations et reprises					
d'exploitation		260	34 155		
financières		138 214			
exceptionnelles		176 222	104 000		

Etat des échéances des créances et des dettes

Etat des créances	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
Prêts	87 893	12 655	75 238
Autres immobilisations financières	2 171	0	2 171
Autres créances clients	104 570	104 570	
Personnel et comptes rattachés	947	947	
Taxe sur la valeur ajoutée	1 085	1 085	
Débiteurs divers	109 691	109 691	
Charges constatées d'avance	119 946	119 946	
TOTAL	426 304	348 895	77 409
Montant des prêts accordés en cours d'exercice	9 522		
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice	17 645		

Etat des dettes	Montant brut	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Emprunts et dettes ets crédit à plus de 1 an à l'origine	1 005 167	296 653	708 514	
Emprunts et dettes financières divers	383 216	24 185	359 031	
Fournisseurs et comptes rattachés	285 755	285 755		
Personnel et comptes rattachés	25 095	25 095		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	82 678	82 678		
Impôts sur les bénéfices	17 568	17 568		
Autres impôts taxes et assimilés	5 506	5 506		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	1 885	1 885		
Autres dettes	264 928	264 928		
Produits constatés d'avance	72 473	72 473		
TOTAL	2 144 271	1 076 726	1 067 545	
Emprunts souscrits en cours d'exercice	8 628			
Emprunts remboursés en cours d'exercice	339 438			

ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

Variation des fonds propres**Evaluation des immobilisations corporelles**

La valeur brute des éléments corporels de l'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée des biens dans le patrimoine compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, mais à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

Dépréciation des créances

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Evaluation des valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement ont été comptabilisées à leur coût d'acquisition y compris les frais d'acquisition, notamment pour les SCPI.

Si la valeur de réalisation appréciée au 31 décembre est inférieure au prix de revient, une provision pour dépréciation est constituée et éventuellement ajustée par rapport à l'évaluation au 31 décembre de l'exercice précédent.

Une dotation pour dépréciation du portefeuille géré a été comptabilisée pour un montant de 138214€.

Dans le cas d'une plus-value latente, la valeur reste évaluée à son prix de revient. Cette plus-value latente sur les parts, actions et obligations au 31 décembre est de 1 175 276 €, auxquels il faut ajouter 172 105 € de produits estimés sur les bons de capitalisation, lesquels produits sont comptabilisés en fin de contrat, ou lors d'un rachat partiel.

La plus-value latente totale sur notre portefeuille est donc de 1 347 382 € contre 1 808 945 € au 31 décembre 2023.

Remarque : le portefeuille de titres gérés dans un compte bancaire par notre conseiller en investissements financiers est évalué globalement, compensation faite des moins-values au 31 décembre.

En cas de cession partielle portant sur un ensemble de titres de même nature confèrent les mêmes droits, la valeur des titres a été estimée selon la méthode du prix moyen pondéré.

Produits à recevoir

Montant des produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant
Créances usagers et comptes rattachés	73 702
Autres créances	70 300
Total	144 002

ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

Charges à payer

Montant des charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Montant
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	176 863
Dettes fiscales et sociales	65 257
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	1 885
Autres dettes	12 274
Total	256 278

Charges et produits constatés d'avance

Charges constatées d'avance	Montant
Charges d'exploitation	119 946
Total	119 946
Produits constatés d'avance	Montant
Produits d'exploitation	72 473
Total	72 473

- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU COMPTE DE RESULTAT -**Effectif moyen**

	Personnel salarié
Cadres	4
Agents de maîtrise et techniciens	11
Employés	5
Ouvriers	5
Total	25

25 Total des salariés de la curie diocésaine, dont 11 laïcs en mission ecclésiale, soit en équivalent temps plein : 15,67

26 total des salariés des paroisses, soit en équivalent temps plein : 4,25

Valorisation des contributions volontaires

L'information ci-dessous ne concerne que les diacres et les laïcs en mission ecclésiale disposant d'une convention de bénévolat diocésaine. Par conséquent, les nombreux bénévoles qui interviennent dans les paroisses, les zones ou les secteurs ne sont pas mentionnés dans ce tableau :

22 Nombre de diacres
7 359 Total des heures déclarées

16 Laïcs en mission ecclésiales :
9 Hommes
7 Femmes
646 Total des heures conventionnelles

48 520 € Montant des frais, notamment de déplacements comptabilisés dans l'exercice qui ont fait l'objet d'un abandon total ou partiel par des bénévoles.

ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

Honoraires des commissaires aux comptes

Le montant total des honoraires des commissaires aux comptes figurant au compte de résultat de l'exercice est de 16 000 euros.

- ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS -

Dettes garanties par des sûretés réelles

Engagements financiers

Engagements donnés

Engagements en matière de pensions		44 421
Autres engagements donnés :		1 421 846
AUTRES ENGAGEMENTS ENVERS LES SALARIES		
Droits acquis pour médailles du travail	2 520	
MAINTIEN A VIE DU TRAITEMENT DES PRETRES	378 390	
CAUTION SOLIDAIRE ORPEA	30 000	
CHARGES FUTURES SUR LEGS A RECEVOIR	10 936	
GARANTIE SUR EMPRUNT	1 000 000	
Total (1)		1 466 267
Dont engagements assortis de sûretés réelles		1 000 000

Engagements reçus

Legs autorisés par le Conseil d'administration en traitement	754 809
Total	754 809

Autres engagements reçus :

- 1-Bail emphytéotique au profit de l'Association diocésaine :
- Par ND de la Vesle - Braine presbytère par la commune pour 50 ans > 15/03/2063, loyer 1€
- 2-Bail du 18/12/2014 pour 15 ans au Secours Catholique avec indemnité contractuelle de résiliation avant terme par le preneur, l'indemnité sera égale au coût des travaux d'aménagement des locaux loués non amortis à la date de départ. Valeur des travaux non amortis au 31/12/2024 : 41 356 €

Engagements réciproques

Engagements qui découlent de certains contrats que l'entité peut être amenée à souscrire (décalage entre la conclusion du contrat matérialisant l'accord des parties et la réalisation effective de l'opération)

Commandes fermes d'immobilisations conclues avant la clôture de l'exercice
Montant engagé non facturé au 31/12/2024 : 1 131 786,90 €

ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

Crédit bail**Engagement en matière de pensions et retraites**

La société n'a signé aucun accord particulier en matière d'engagements de retraite.
Ces derniers se limitent donc à l'indemnité conventionnelle de départ à la retraite.
Aucune provision pour charge n'a été comptabilisée au titre de cet exercice.

Indemnité de départ à la retraite

Tranches d'âges	Engagement à	Montant
59 ans	moins d'un an	17 329
54 à 58 ans	1 à 5 ans	5 116
50 à 53 ans	6 à 10 ans	8 372
40 à 49 ans	11 à 20 ans	6 282
30 à 39 ans	21 à 30 ans	7
moins de 30 ans	plus de 30 ans	
Salariés en paroisses	estimation	7 316
Engagement total		44 422

Hypothèses de calculs retenues

	Dirigeants	Autres	Provisions
Pensions et indemnités assimilées		215 768	
Complément de retraite pour personnel en activité		18 754	
Complément de retraite et indemnités personnel à la retraite		143 868	
Indemnités de départ à la retraite et indemnités pour personnel en activité		37 106	

L'engagement "Indemnité de départ à la retraite" concerne les salariés de la curie diocésaine et des paroisses.

En ce qui concerne les prêtres incardinés, le diocèse a pris l'engagement, lors de leur ordination, de leur verser après leur retraite, si nécessaire, un complément de pension pour maintenir son traitement au niveau de celui des prêtres en activité, en tenant compte des pensions versées par les caisses sociales.

Cet engagement est calculé pour chaque prêtre incardiné dans le diocèse, sur la base de la pension complémentaire moyenne versée aux prêtres retirés à partir de 75 ans (âge canonique de la retraite) à 88 ans (âge moyen d'espérance de vie des prêtres du diocèse), avec un minimum d'un an pour les prêtres au dessus de cette limite.

- "pensions et indemnités assimilées" = prêtres retirés.
- "complément de retraite pour personnel en activité" = prêtres en activité non pensionnés
- "complément de retraite personnel en retraite" = prêtres en activité, pensionnés.
- Total de l'engagement envers les prêtres au 31/12/2024 : 378 390 €

Liste des filiales et participations

ASSOCIATION DIOCESAINE DE SOISSONS (Ttes entités)

Page : 27

Société A. Renseignements détaillés	Capital	Capitaux propres autres que le capital	Quote-part du capital détenu en %	Valeur comptable des titres détenus		Prêts et avances consentis et non remboursés	Cautions et avals donnés par la société	Chiffre d'affaires du dernier exercice	Résultat net du dernier exercice	Dividendes encaissés par la société	Observ
				brute	nette						
- Filiales détenues à + de 50%											
- ASSOCIATIONS LIEES											
- Maison Sainte Croix Belleu		72 923							31 202		
- Subvention ADS : 50 000 €											
- Pèlerinages N Dame de Liesse		350 201							26 305		
- Subvention investissement											
- ADS 152 637 € Amortis. 57270											
- Emprunt ADS 23 273 €											
- Hospitalité de Lourdes		53 264							1 916		
- Subvention ADS : 0 €											
- Participations détenues entre 10 et 50 %											
- Sté PAROI SERVICES		7 622	0.03								
B. Renseignements globaux											
- Filiales non reprises en A											
- Participations non reprises en A											

- INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES -

Transferts de charges

Nature	Montant
Avantage en nature et indemnité logement	112 601
Autres contributions forfaitaires reçues	18 180
Total	130 781

Apport prêtres du Sacré Coeur

Un apport financier d'un montant de 1 100 000 € a été réalisé le 15/07/2021 par la congrégation des prêtres du Sacré Coeur.

Cet apport sans droit de reprise a été comptabilisé dans les fonds propres de l'association diocésaine de Soissons au 31/12/2021.

Cet apport est affecté à l'usage exclusif de la rénovation de l'église St Martin de St Quentin (travaux de toiture et ravalement).

A la date du 31/12/2024 le montant dépensé s'élève à 1 223 880 €.

L'apporteur bénéficiera d'un droit d'usage à titre gratuit en lien avec la paroisse Saint Quentin en Vermandois, d'un droit d'inhumer le père Prevost dans cette église.

ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

